

Des réalités multiples et mal connues

L'agriculture familiale est la forme dominante d'organisation dans ce secteur d'activité au niveau mondial. Pas la plus puissante, mais la plus nombreuse. Redevenue prioritaire depuis la fin des années 2000, ses réalités sont multiples et mal connues. Pour profiter à plein de ses avantages, il s'agit de mieux la connaître et d'inciter les États à la mettre au cœur de leurs politiques de développement. Sans oublier d'en corriger les effets pervers.

Denis Pesche

Sociologue, chercheur au Cirad, spécialiste des organisations de producteurs.

Jean-Michel Sourisseau

Agroéconomiste, chercheur au Cirad, coauteur du récent rapport « Les agricultures familiales du monde » rédigé sur demande de l'Agence française de développement (AFD).

Les chercheurs du Cirad¹ chargés par l'Agence française de développement (AFD) d'un rapport sur l'agriculture familiale écrivent que « l'essentiel des volumes des productions alimentaires de base (céréales - riz, mils et sorgho - tubercules et plantains), provient des agricultures familiales. [voir infographie p.8] Avec un effectif se situant autour des 500 millions d'exploitations agricoles, ce sont ces agricultures qui créent le plus d'emplois et qui ont absorbé l'essentiel des 350 millions de nouveaux actifs agricoles des trente dernières années »².

Les réalités que recouvre l'agriculture familiale sont pourtant mal définies et les politiques publiques qui lui sont destinées sont le plus souvent inadaptées. Pour sortir de ce paradoxe, à l'aube de l'Année internationale de l'agriculture familiale, il était important de mieux cerner les contours et les contributions possibles de l'agriculture familiale à la sécurité alimentaire et à un développement durable.

Les chercheurs du Cirad ont passé l'agriculture familiale au crible de cinq cri-

1 : Centre de recherche français sur les enjeux internationaux de l'agriculture et du développement.

2 : Les agricultures familiales du monde. Définition, contributions et politiques publiques. Résumé exécutif, collectif, CIRAD, mai 2013, p. vii

tères classiques de distinction des modes d'organisation des activités économiques : nature du capital, mode de gestion, statut de la main-d'œuvre, recours éventuel à l'autoconsommation, statut juridique. Ils en ont déduit que seul celui de la main-d'œuvre (ou des relations de travail) permettait d'opérer une distinction claire entre types d'agriculture, quelle que soit la région du monde considérée, quel que soit le contexte institutionnel et politique.

Des agricultures familiales

« Lorsque la sphère domestique n'est pas dissociable de la sphère de production, on se trouve dans un cas de figure d'agriculture familiale, explique Jean-Michel Sourisseau, l'un des auteurs du rapport du Cirad. Dès qu'il y a un début de déconnexion entre ces deux sphères, on passe à une logique d'entreprise, qu'elle soit patronale ou industrielle.

Les agricultures familiales contribuent à la sécurité.

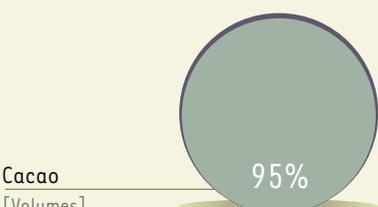
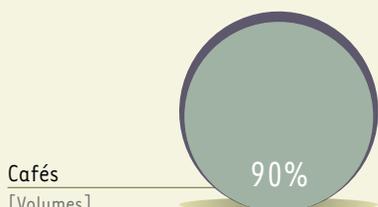
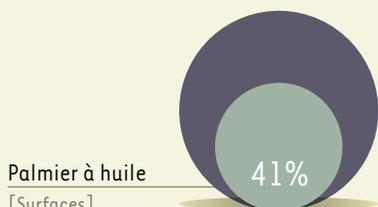
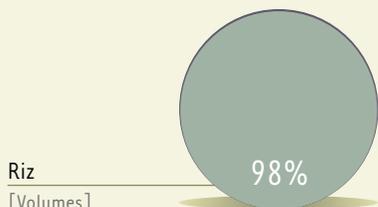
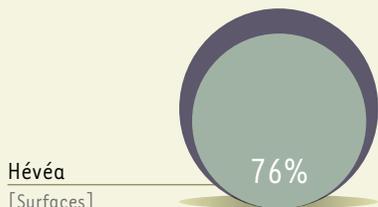
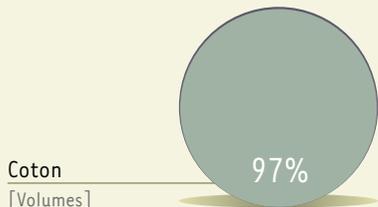
Concrètement, dès qu'une part des bénéfices est destinée à salarier un tiers, même à temps partiel, on n'est plus dans une situation d'agriculture familiale, on commence à entrer dans une autre logique. À nos yeux, c'est le critère le plus robuste pour distinguer les formes d'agriculture familiale des autres. »

Ainsi définie, l'agriculture familiale peut prendre des formes multiples. À travers le monde, au sein même d'une sous-région, les familles d'agriculteurs peuvent avoir de plus ou moins grandes facilités d'accès aux ressources telles

Suite à la page suivante >

Estimation de la contribution des agricultures familiales à la production alimentaire

■ Plantations industrielles [estates]
■ Plantations villageoises [smallholders]



Source : Expertise Cirad

> que les semences, les engrais, etc. Elles disposent de capacités d'investissement très variables selon qu'elles ont des fonds propres ou non, selon qu'elles bénéficient ou non d'accès à des crédits. Leur insertion sur les marchés, en aval de leurs productions, peut être très différente : marché de proximité pour les rares surplus, marchés locaux d'approvisionnement pour des populations urbaines par exemple, marchés internationaux de niche (comme les fruits bio ou le café équitable) ou de commodités (produits courants, peu variables d'un producteur à l'autre, comme le coton ou la banane).

Ré-équiper les États

Pour mieux appréhender la diversité de situations dans lesquelles se trouvent les agricultures familiales, « c'est au niveau des États que l'on peut élaborer des diagnostics plus précis, différenciés, estime Denis Pesche. Il s'agit de restaurer la légitimité des cadres nationaux pour développer les agricultures au Sud. Les politiques d'ajustement structurel des décennies précédentes ont désarmé en grande partie les États. »

Les défenseurs de l'agriculture familiale critiquent rarement le patriarcat.

Ré-équiper les États ? Jean-Michel Sourisseau rappelle que là où les agricultures se sont développées au point de garantir la sécurité alimentaire des populations, « ça ne s'est pas fait seulement grâce aux marchés, mais surtout à grands pas de politiques de prix ». Réussir une transition d'une agriculture de subsistance vers une agriculture de sécurité alimentaire durable passe alors par des mesures de protection, « comme lorsque les producteurs de pommes de terres guinéens ont obtenu de leur gouvernement une suspension saisonnière de l'importation de pommes de terres européennes dont le prix de vente était déloyal », rappelle Denis Pesche. « En Afrique, l'enjeu est aussi de rendre les marchés régionaux plus fluides, ajoute-t-il. Les États doivent garantir la possibilité des transports à travers des infrastructures adaptées, ainsi que leur sécurité en réduisant les nombreux prélèvements plus

La définition proposée par les chercheurs du Cirad

L'agriculture familiale est « une des formes d'organisation de la production agricole regroupant des exploitations caractérisées par des liens organiques entre la famille et l'unité de production et par la mobilisation du travail familial excluant le salariat permanent. Ces liens se matérialisent par l'inclusion du capital productif dans le patrimoine familial et par la combinaison de logiques domestiques et d'exploitation, marchandes et non marchandes, dans les processus d'allocation du travail familial et de sa rémunération, ainsi que dans les choix de répartition des produits entre consommations finales, consommations intermédiaires, investissements et accumulation ».

ou moins légitimes (taxes, bakchichs, ...) qui affectent les transports de denrées alimentaires. »

Transformer plutôt que soutenir

Les agricultures familiales sont perçues comme plus susceptibles que d'autres de respecter l'environnement, de contribuer à la sécurité alimentaire, de faire face aux enjeux du réchauffement climatique. Elles ne sont pas exemptes de risques pour autant. Quand logique familiale et logique de production se confondent, on ne « compte pas ses heures ». L'autoexploitation ou la surexploitation n'est pas loin. Surtout dans des contextes de patriarcat où les femmes se trouvent dans une situation d'infériorité et où les plus jeunes n'ont pas voix au chapitre sur les décisions concernant l'exploitation familiale.

Comment s'appuyer sur les avantages de l'agriculture familiale tout en corrigeant ses effets pervers ? Pas en privilégiant des politiques d'individualisation des droits,

estiment les auteurs du rapport. D'une manière générale, ces politiques « sont porteuses d'émancipation des personnes, mais dans la pratique du monde agricole, elles peuvent déboucher aussi sur des effets pervers, ose Jean-Michel Sourisseau : fragmentation des terres, réduction de la taille des exploitations, ... »

Quelle orientation suivre, alors ? Pour Jean-Michel Sourisseau, il s'agit de « conserver les logiques productives en commun tout en modifiant les rapports de force internes aux familles. » En élaborant des statuts particuliers auxquels seraient attachés des droits protégeant les femmes et les jeunes, sur le mode du « conjoint aidant » qui existe dans certaines législations occidentales. Ou en innovant dans les processus décisionnels, comme l'expérimente la Fédération paysanne sénégalaise (Fongs) à travers des « assemblées de famille », qui offrent un cadre plus formel et plus démocratique de concertation, de planification et de suivi des activités.

Il ne s'agit pas tant de soutenir les agricultures familiales que de chercher à les transformer. La route est encore longue, « les défenseurs de l'agriculture familiale eux-mêmes faisant rarement le lien entre relation de travail intrafamiliale et reproduction du patriarcat », pointe Jean-Michel Sourisseau. Autre frein : les mesures visant une transformation des agricultures paysannes relèvent d'autres secteurs que les ministères de l'Agriculture. L'enjeu ici est dans le développement d'une culture gouvernementale interministérielle et transversale.

Choix de développement

À quoi correspond cet engouement pour l'agriculture familiale ? On se souvient qu'en 2008, la Banque mondiale elle-même s'est mise à chanter les louanges de l'agriculture familiale comme support à une véritable politique de sécurité alimentaire. La perspective restait néanmoins, à moyen et à long terme, de connecter les agriculteurs du Sud aux marchés internationaux. Et la vision linéaire du développement de l'agriculture, inspirée de celui des agricultures des pays industrialisés, restait sous-jacente. Soutenir l'agriculture familiale ne serait qu'une étape vers une intensification voire une industrialisation de la production.



© Jean-Louis Brocart/ SOS Fam.

L'Afrique va être amenée à transformer son agriculture familiale.

Pour les chercheurs du Cirad, cette vision – qui reste dominante – se heurte aujourd'hui à deux grands écueils.

Les agricultures familiales respectent l'environnement.

Tout d'abord, les pays du Sud qui n'ont pas réalisé leur transition démographique et qui ne disposent pas d'industries manufacturières et encore moins d'activités de services sont incapables d'absorber la main-d'œuvre qui proviendrait d'une industrialisation ou d'une intensification mécanique de leurs agricultures.

Dans ces pays-là, la voie de l'agriculture familiale est la plus réaliste et la plus efficace, estiment les auteurs du rapport. Et de préconiser dans ce cas d'y mener

des politiques basées sur une économie vivrière et locale, incluant néanmoins la réduction de la pénibilité du travail.

Ensuite, au niveau mondial, le réchauffement climatique, la raréfaction des ressources pétrolières (matières premières des engrais chimiques) et les effets environnementaux néfastes de l'agrochimie font de la question énergétique une priorité. « Au niveau des énergies fossiles, on va dans l'impasse, estime Denis Pesche. La priorité, c'est de développer des pratiques agricoles les moins énergivores possibles. »

Dans cette perspective, la fécondation mutuelle des agricultures familiales et des pratiques d'agroécologie semble être l'une des pistes les plus prometteuses. ■

Un article rédigé par Emmanuel De Lœul

Forces et faiblesses de l'approche brésilienne

Lorsque l'on évoque l'agriculture brésilienne, la dualité est sans doute la caractéristique la plus souvent avancée : dualité entre, d'une part, une agriculture agro-industrielle exportatrice concentrée sur quelques monocultures et génératrice de devises, et, d'autre part, une agriculture familiale diversifiée à composante sociale beaucoup plus forte, notamment en termes d'emplois. Longtemps ignorée et marginalisée, l'agriculture familiale brésilienne bénéficie aujourd'hui d'un soutien spécifique de l'État au travers de toute une série de dispositifs d'action publique complexes et diversifiés.

Les politiques brésiennes d'appui à l'agriculture familiale

Cet article est en grande partie basé sur l'étude de cas de P. Bonnal sur le Brésil, au sein de l'étude du Cirad (mai 2013) « *Les agricultures familiales du monde. Définitions, contributions et politiques publiques* ». Il examine quelques principes de fonctionnement des programmes d'appui à l'agriculture familiale au Brésil, ainsi que des forces et faiblesses de l'approche brésilienne en matière d'agriculture familiale.

Le caractère bimodal de l'agriculture brésilienne n'est pas le résultat du hasard, mais le fruit d'une combinaison de facteurs économiques, politiques et historiques. Il résulte avant tout des spécificités de la colonisation portugaise, qui avait basé son modèle économique sur la plantation latifundiste, l'emploi de main-d'œuvre servile et le commerce exclusif avec la métropole.

L'agriculture familiale bénéficie du renforcement des politiques sociales.

Avec comme corollaire que l'agriculture familiale s'est longtemps développée dans un contexte de marginalisation sociale et économique. L'arrivée au pouvoir de la dictature militaire, en 1964, ne change pas la donne. Le pouvoir décide de moderniser une partie de l'agriculture brésilienne à marche forcée, dans le cadre d'une réforme agraire et d'une stratégie de substitution aux importations. Cette stratégie, un classique à l'époque pour les pays en développement, conduira à l'émergence d'une catégorie d'agro-exportateurs, au détri-

ment des agriculteurs familiaux, exclus de la plupart des outils de soutien économique (crédits, défiscalisation, soutiens des prix, protections tarifaires et non tarifaires, etc.).

Reconnaissance et institutionnalisation de l'agriculture familiale

Une crise pétrolière, une crise de la dette, et une transition démocratique-libérale plus tard, les années 1980 et 1990 voient enfin apparaître un début de reconnaissance de l'agriculture familiale, grâce notamment à la pression croissante exercée par les mouvements populaires et syndicaux, tel le Mouvement des sans-terre (MST). L'élément fondateur est la création en 1994 du Pronaf (Programme national de renforcement de l'agriculture familiale), une ligne de crédit destinée aux petits et moyens agriculteurs. Renforcé et diversifié depuis, notamment sous la présidence de Luiz Inácio Lula da Silva, ce soutien spécifique rééquilibre quelque peu l'agriculture brésilienne. Les rôles sociaux et d'aménagement du territoire de l'agriculture familiale sont enfin reconnus, ainsi que sa capacité à fournir des biens agricoles en grande quantité, notamment dans une optique de sécurité alimentaire. L'institutionnalisation de l'agriculture familiale est renforcée par la création en 1999 d'un ministère spécifique, le ministère du Développement agricole (MDA). Le MDA est indépendant du ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de l'Approvisionnement alimentaire (Mapa), lui traditionnellement au service de l'agriculture patronale et entrepreneuriale¹. En dépit de ces avancées, ce n'est qu'en 2006 qu'une définition juridique de l'agriculture familiale est clairement

1 : Roux B. Août 2013. Le projet *Fome Zero* au Brésil ou comment lutter contre la faim et la pauvreté au pays de l'abondance agricole. *Défis Sud* no. 114.

formulée. La loi précise que les exploitations familiales sont celles :

- > dont la surface exploitée n'excède pas quatre modules fiscaux, où
- > la main-d'œuvre est majoritairement d'origine familiale, laquelle
- > gère directement l'exploitation et
- > en tire un minimum de revenu².

Malgré la présence d'un critère de taille, due à l'extrême inégalité foncière au Brésil, ce critère s'avère peu discriminant, la viabilité économique d'une exploitation agricole étant estimée à 1 module. De même pour le critère de revenu, assez peu contraignant, et qui ouvre notamment la porte à la prise en compte de la pluriactivité.

Différents programmes d'appui

Sur la base de cette définition, les programmes d'appui suivent une triple stratégie : des politiques sectorielles ciblant des populations spécifiques, la territorialisation des politiques publiques et l'extension des politiques sociales.

La dualité de l'agriculture brésilienne est reconnue.

En matière de politique sectorielle, les principaux instruments de soutien utilisés sont les crédits et les assurances agricoles, le conseil technique ainsi que des programmes d'appui à la commercialisation, la diversification de la production et l'agrégation de valeur³. Le Pronaf, principal instrument de crédit agricole, a vu ses moyens augmenter de manière significative sous les présidences Lula. En 2010, le volume de financement atteignait R\$ 16 milliards (€6,4 milliards), permettant de stimuler l'investissement (infrastructure, motorisation, machines) de plus d'un million d'exploitations familiales. Le soutien technique inclut une importante composante agroécologique, ainsi que dispositifs spécifiques pour les populations les plus marginalisées (femmes, communautés amérindiennes ou Quilombolas, etc.). Concernant le soutien à la commerciali-

2 : Par ailleurs, la loi englobe dans la catégorie d'agriculteurs familiaux les sylviculteurs, les aquaculteurs, les extractivistes, les pêcheurs artisanaux et les membres des communautés traditionnelles (amérindiennes et Quilombolas).

3 : Expression utilisée au Brésil pour désigner les actions publiques dont l'objectif est d'amplifier la valeur ajoutée de la production agricole - par la transformation des produits ou l'adjonction de services - au sein de l'exploitation familiale.

sation, le principal programme est le PAA (Programme d'acquisition d'aliments). Créé en 2003, c'est un système permettant aux agriculteurs familiaux de vendre à des organismes publics une partie de leur production à des prix garantis. Un programme particulier destiné aux écoles publiques (PNAE, pour Programme national d'alimentation scolaire), dérivé du PAA, oblige depuis 2009 les municipalités à consacrer 30% de leurs dépenses d'aliments pour les repas scolaires à des achats auprès d'agriculteurs familiaux. De nouveaux programmes de certification des produits de l'agriculture familiale (Sipaf) sont également en cours d'élaboration.

Au niveau des politiques territoriales, le principal programme est le Pronat (Programme de développement durable des territoires ruraux). Créé en 2004, il offre la possibilité aux acteurs locaux de construire des projets territoriaux, via divers financements et plans de développement, ce qui assure une forme de gouvernance territoriale. Depuis 2004, 164 territoires de développement rural ont ainsi été créés, agrégeant plus de la moitié de l'espace national. Il existe également un dispositif dit PTC (Territoires de la citoyenneté), qui coordonne les politiques publiques au niveau territorial, afin de concentrer l'effort public dans les territoires les plus démunis (concrètement ceux dont les indices de développement humain sont les plus bas).

Enfin, l'agriculture familiale a largement bénéficié, à partir de 2003, du renforcement des politiques sociales dans le cadre de la stratégie *Fome Zero*⁴, notamment sa composante *Bolsa Familia*. Son principe est d'attribuer une allocation monétaire mensuelle aux plus pauvres, sous condition de la scolarisation et de la vaccination des enfants. Ce programme amplifie les transferts sociaux vers l'agriculture familiale, dont le seul volet significatif était jusqu'alors un régime spécial de retraite instauré en 1995. En 2011, 12,6 millions de familles ont bénéficié du programme *Bolsa Familia*, soit environ 20% de la population brésilienne, pour un coût total représentant 2% du budget fédéral.

4 : Voir Veillard P. Août 2013. Lutte contre la faim d'inspiration brésilienne. *Défis Sud* no. 114.



© Sean Sprague/Panos.

Un colon récoltant du riz dans ce qui était auparavant la forêt amazonienne.

Points forts et points faibles

L'un des points forts de l'approche brésilienne est son pragmatisme. Ainsi, l'institutionnalisation de la dualité agricole, par la séparation des dispositifs de gouvernance entre les formes familiales et les formes patronales / entrepreneuriales de l'agriculture, se sont révélées être opérationnelles. Chacune a ainsi pu clairement définir ses fonctions, socio-environnementales pour la première, contribution à l'équilibre de la balance des paiements pour la seconde. Cette séparation a également permis de mieux cibler les interventions publiques, en fonction de chaque agriculture (notamment en termes de diversité des exploitations familiales), le tout en apaisant le dialogue social entre l'État et les agriculteurs familiaux. Enfin, le gouvernement a réellement tenté de contrebalancer le pouvoir traditionnel des élites locales, en mettant en place des dispositifs de gouvernance territoriale au niveau municipal. Autre force, le caractère innovant de certaines mesures, notamment le recours au ciblage des instruments (différenciation des publics et des lieux), ainsi que l'introduction de mécanismes de coordination : entre les différents niveaux de gouvernance mais aussi entre secteurs différenciés

Suite à la page suivante >

> (social, éducation, infrastructure, développement agricole, etc.). Un bon exemple de ce type de politique intersectorielle est le PAA, qui combine politiques agricole et sociales. Un autre élément d'innovation, même s'il n'est pas spécifique à l'agriculture familiale, est d'avoir érigé la participation comme mécanisme fondateur de la coordination entre l'État et les agriculteurs familiaux (en lien avec l'histoire des mouvements sociaux au Brésil).

Du côté des points faibles, notons les résistances institutionnelles, dues entre autres au poids des élus locaux évoqué plus haut, avec comme corollaire un fort clientélisme (ainsi les produits des politiques publiques sont parfois utilisés comme monnaie d'échange). Ces résistances sont également liées aux asymétries des pouvoirs ministé-

riels. À ce titre, le MDA (agriculture familiale) n'occupe pas une place centrale dans la hiérarchie ministérielle, en particulier par rapport au Mapa (agriculture patronale), ce qui affaiblit la durabilité de ses dispositions juridiques (non validées par une loi fédérale). Un autre point faible tient à l'absence d'administration territoriale (en lien avec la faiblesse du MDA et son incapacité d'induire une réforme constitutionnelle), ce qui fragilise l'opérationnalité de cette échelle de gouvernance.

Au final, les politiques brésiliennes d'appui à l'agriculture familiale se distinguent par leur caractère différencié vis-à-vis des politiques de l'agriculture patronale / entrepreneuriale et l'utilisation d'instruments et de référentiels spécifiques. Cette reconnaissance de la

dualité de l'agriculture brésilienne a permis d'éviter le piège de la modernisation volontariste de l'agriculture familiale, avec son cortège d'externalités négatives (endettement, exode, dégradation de l'environnement, etc.). Néanmoins, on pourrait comparer cette stratégie aux politiques de conservation en matière d'environnement : pour caricaturer, d'un côté des réserves d'agriculture familiale, génératrices d'emploi et de diversité des modèles agricoles, et de l'autre, des déserts agro-industriels tournés vers l'exportation. Un tel modèle présente de nombreux risques de dépendance aux ressources financières étatiques et aux politiques agricoles de soutien à l'agriculture familiale, politiques qui au Brésil, comme on l'a vu, ne sont pas encore totalement institutionnalisées. ■

Article rédigé par Patrick Veillard

Pourquoi la défendre ?

► Une analyse avec *Stéphane Parmentier*

Contrairement à l'agriculture industrielle, l'agriculture familiale est faiblement « capitalisée » et repose surtout sur une main-d'œuvre abondante (le plus souvent familiale, d'où le nom), plutôt que sur des investissements massifs dans une forme de mécanisation lourde. Sa priorité n'est pas le profit à tout prix, même si la rentabilité économique reste évidemment importante.

Stéphane Parmentier

Chargé de recherche et de plaidoyer « souveraineté alimentaire » à Oxfam-Solidarité, Stéphane Parmentier est également chercheur indépendant en politiques agricoles et conseiller en politiques agricoles pour la Fugea (Fédération Unie de Groupements d'Éleveurs et d'Agriculteurs).

Défis Sud : Qu'en est-il de la productivité de l'agriculture familiale ?

Stéphane Parmentier : Tout dépend de ce qu'on entend par productivité. Certes, elle demande pour un même rendement bien davantage de main-d'œuvre que l'agriculture industrielle, qui est beaucoup plus mécanisée, mais son rendement, à surface égale de terre cultivée, n'est non seulement pas moindre mais il est même supérieur si l'on prend comme critère l'apport nutritionnel, tout simplement parce qu'elle produit une plus grande variété de denrées. En cela, elle est plus à même de répondre aux besoins nutritionnels des populations (et d'y répondre de façon culturellement appro-

priée) que l'agriculture industrielle, qui pousse à la standardisation de l'alimentation et des modes de consommation alimentaires, avec la déperdition nutritionnelle (attestée par un nombre croissant d'études) que cela entraîne. Sur le plan écologique, outre qu'elle est moins émettrice de gaz à effet de serre, elle est aussi mieux armée pour faire face aux effets des changements climatiques (grâce à l'optimisation des ressources naturelles, en retenant par exemple l'humidité dans les sols), ainsi qu'aux éléments en général, comme l'érosion due aux vents.

DS : En laissant de côté sa plus grande durabilité écologique, cette agriculture est-elle viable ? A-t-elle un avenir dans le monde tel qu'il évolue, avec notamment la mécanisation qui augmente partout et le besoin en main-d'œuvre qui, du coup, diminue ?

SP : Je pense qu'elle est tout à fait viable, et d'ailleurs le nombre de paysans ou petits exploitants à l'échelle mondiale conti-



© Jean-Louis Brocard/ SOS Faim.

Les premiers acteurs restent les agriculteurs eux-mêmes.

nue d'augmenter... en chiffres absolus (par rapport à la population du globe, ce nombre est toutefois en baisse). En tout cas, si l'agriculture à grande échelle se développe un peu partout, il y a aussi parallèlement un retour à une paysannerie répondant aux critères de l'agriculture familiale énoncés plus haut. Donc, oui, pour moi elle a un avenir... à condition que s'opèrent certains changements. Il faut notamment la moderniser sur le plan agroécologique pour accroître significativement sa durabilité et, par la même occasion, la productivité de la terre des formes d'agriculture paysanne les plus traditionnelles.

L'agriculture industrielle est encore trop soutenue.

Cela demande aussi de surmonter ce qui lui fait obstacle au profit de l'agriculture industrielle, à savoir notamment les politiques de compétitivité et de libéralisation des marchés qui confrontent brutalement toutes les agricultures du monde. Ces politiques sont aberrantes lorsqu'on sait que les marchés internationaux sont, au départ, des marchés *résiduels*, qui ne représentent qu'un faible pourcentage des denrées produites et consommées sur place ou régionalement. Mais les règles de la libéralisation agricole sont en train de modifier cet état de choses, comme s'il

fallait à tout prix (c'est le cas de le dire) arriver à un marché mondial complètement unifié, faire en sorte que toutes les denrées alimentaires s'échangent à l'échelle mondiale comme, autrefois, elles s'échangeaient localement. Tant que les gouvernements mettront en œuvre ces politiques qui favorisent l'agriculture industrielle et les exportations au détriment des agricultures paysannes et agro-écologiques, celles-ci seront évidemment entravées dans leur développement. Mais ces politiques sont des choix... politiques, qui pourraient être différents, et que de nombreuses organisations paysannes et autres acteurs de la société civile s'emploient d'ailleurs à modifier.

DS: Comment combattre le désintérêt, notamment au Sud, d'une partie de la population (et des jeunes en particulier) pour l'activité agricole ?

SP: Ce désintérêt est lié à un contexte culturel global où la fonction d'agriculteur a tendance à être dévalorisée et où les décideurs politiques sont déconnectés des réalités paysannes et conditionnés à adopter le credo de la « mécanisation industrielle », en considérant qu'elle est la réponse ultime aux besoins alimentaires. Mais, là aussi, c'est un non-sens car les économies des pays les plus pauvres restent, encore aujourd'hui, très dépendantes du secteur agricole pour la création d'emplois, les autres secteurs demeurant très embryonnaires...

À l'inverse, il ne s'agit pas de soutenir que l'agriculture est vouée à occuper 80 % de la population pour les trois siècles à venir. Les choses, bien sûr, évoluent, mais elles doivent le faire de manière durable et en tenant compte de l'ensemble des besoins et de ce que les autres secteurs de l'économie peuvent absorber comme main-d'œuvre. Stimuler à tout prix le développement de l'agriculture industrielle dans les pays moins développés est une bombe sociale à retardement, car cela met hors d'activité un grand nombre de gens, qui ne peuvent pas trouver d'emplois dans d'autres secteurs. Cela rejoint la question de la mécanisation, qui envahit – notamment sous la pression des grands groupes d'exploitation agricole – des pays qui ne sont pas prêts (sur le plan social et de l'emploi) à l'accueillir à cette échelle. Il est certes naturel qu'elle s'installe un peu partout mais, encore une fois, cela devrait se faire de manière plus progressive, réfléchie et, surtout, en suivant une évolution « naturelle » (et non « forcée ») de la société, c'est-à-dire en répondant aux besoins d'une population qui évolue elle aussi... mais à son rythme, et bien sûr en phase avec des objectifs de développement durable.

DS: Quels sont les principaux acteurs qui soutiennent l'agriculture familiale ?

SP: Les premiers acteurs restent les agriculteurs eux-mêmes et les organisations paysannes, telles que *Via Campesina* ; puis, pour les soutenir, toute une série d'ONG, de mouvements citoyens et de collectifs variés... qui promeuvent d'une façon ou d'une autre la souveraineté alimentaire, l'agroécologie, etc. Ensuite, il y a les acteurs institutionnels et les décideurs politiques... dont dépend évidemment la transformation du modèle agricole dominant. Mais si ces derniers ont tendance à se dire favorables à l'agriculture paysanne, ils prennent peu de décisions cohérentes en ce sens et continuent finalement à soutenir le modèle d'agriculture industrielle. Une raison d'être optimiste cependant : le Comité de sécurité alimentaire mondial (organe lié à la FAO et chargé de coordonner, entre autres, les politiques agricoles et alimentaires à l'échelle mondiale) s'est fortement démocratisé en 2009 (fait inédit pour un organe intergouvernemental d'insti-

Suite à la page suivante >

Transformer l'agriculture familiale

En octobre 2011, le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (une structure de la FAO chargée de coordonner les politiques agricoles et alimentaires à l'échelle mondiale) a demandé au Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition de prévoir une étude comparative des obstacles à l'investissement agricole des petits exploitants dans différents contextes, ainsi que des options de politique générale pour lever ces obstacles.

Paru en juin en 2013, ce rapport propose (pages 99 et suivantes), « au niveau national, que chaque pays entreprenne l'élaboration d'une Stratégie nationale pour l'investissement des petits exploitants, fondée sur une vision à long terme de la petite agriculture, ainsi que de l'ensemble de politiques

et de budgets nécessaires pour soutenir la transformation du secteur. »

Défis Sud publie un article en bonus sur le site de SOS Faim qui se penche sur les conclusions de ce rapport intitulé : « Paysans et entrepreneurs, investir dans l'agriculture des petits exploitants pour la sécurité alimentaire. »

Plus d'infos sur : www.sosfaim.org

> tution internationale), et des représentants d'organisations paysannes et de la société civile peuvent désormais y négocier et défendre leurs revendications à la même table que les gouvernements. Et, de fait, quelques décisions importantes en ont découlé, comme cet ensemble de recommandations à l'échelle internationale s'adressant notamment aux États et visant à améliorer, pour les communautés qui en dépendent, l'accès à la terre et aux ressources naturelles, dans une perspective de lutte contre la faim et de développement durable. Ces directives ont été adoptées en mai 2012 et sont, depuis, promues par le G8, le G20, les gouvernements, la société civile, etc. Reste évidemment à les mettre en œuvre (il est encore trop tôt pour tirer des conclusions), mais il s'agit là d'une évolution très encourageante, car pour la première fois les paysans et la société civile participent vraiment à des prises de décisions importantes à l'échelle internationale.

DS : *Quels sont donc les principaux obstacles qui subsistent au développement de l'agriculture familiale, et comment peut-on envisager d'y faire face ?*

SP : Le principal obstacle, comme évoqué plus haut, c'est le soutien persistant de nos dirigeants (en dépit des beaux discours) à l'agriculture industrielle, qui s'imaginent que l'agriculture paysanne ne

peut pas nourrir le monde en raison d'une supposée faiblesse de rendements, et qui ne voient l'agroécologie que comme un ensemble de pratiques limité à un nombre très restreint de contextes et donc inapte à répondre aux défis alimentaires... alors que l'agroécologie est une approche holistique applicable aux agricultures du monde entier, même si elle peut prendre des formes très diverses.

Certains pays ne sont pas prêts pour la mécanisation.

Il y a donc d'abord un gros travail d'information et de communication à effectuer pour dissiper toute une série de clichés. Ensuite, il faut évidemment soutenir et renforcer les réseaux paysans pour qu'ils puissent véritablement participer aux débats et aux prises de décisions, mais aussi s'efforcer de faire adopter des politiques publiques garantissant aux petits exploitants l'accès aux ressources naturelles et à la terre, ainsi qu'à l'infrastructure et aux services nécessaires à leur développement (routes, électricité, information, marchés locaux, assurances, etc.). Il faut également réguler les marchés, les prix et les échanges agricoles ; établir des normes sanitaires et des exigences de qualité prenant davantage en compte les contraintes

spécifiques des agricultures paysannes ; et investir davantage dans la recherche pour mettre au point des systèmes agricoles plus durables, contrairement – hélas ! – à ce qu'ont tendance à promouvoir les instituts actuels de recherche qui soutiennent plutôt les OGM et l'agriculture industrielle... en se contentant de la « verdir » un peu, de lui donner un visage un peu plus écologique.

DS : *Parce que ces instituts sont sous la coupe des lobbies agricoles ?*

SP : Hélas oui ; c'est même, en fait, l'obstacle le plus fondamental à ce que nous essayons de promouvoir. Le système agroalimentaire dominant a tendance à être aux mains d'une poignée d'acteurs qui veillent surtout à sa pérennisation... en influençant les décisions importantes au moyen, notamment, de leur capital financier, ou en s'appuyant sur leur appartenance à un même milieu socioculturel que l'élite politique... En dernière instance, la question des obstacles au développement de l'agriculture paysanne se ramène donc aux rapports de force qui s'exercent dans le cadre de la privatisation du système agroalimentaire.

DS : *Comment envisagez-vous l'avenir de l'agriculture à l'échelle mondiale ?*

SP : Je suis plutôt optimiste quand je vois certaines évolutions, comme le nombre croissant d'exploitations soucieuses de s'émanciper de l'agriculture industrielle, ou le nombre de paysans qui, malgré tout, continue à augmenter... Il y a là une grande vivacité du tissu agricole et paysan (sans parler de celle des mouvements sociaux et des ONG) qui me fait espérer qu'on peut véritablement aller vers un changement. En revanche, il y a toujours l'incohérence et le double langage des décideurs, qui soutiennent l'agriculture familiale dans leurs propos mais l'agriculture industrielle dans les faits. S'agissant de la capacité à infléchir les politiques, je suis donc plus réservé, même s'il y a des signes très encourageants comme la création du Comité de sécurité alimentaire. ■

Propos recueillis par Emmanuel Juste

TÉMOIGNAGES DU BURKINA FASO

Une longue série de contraintes

Entre insécurité foncière, aléas climatiques, faible soutien de l'État, l'agriculture burkinabè, essentiellement familiale, est à la croisée des chemins. Dans un contexte marqué par le décuplement des enjeux et des contraintes, celle-ci doit nécessairement se transformer pour répondre aux besoins d'une population en pleine croissance.

À Bama, la pleine rizicole est menacée depuis quelques années par l'ensablement du fleuve Kou. Plusieurs dizaines d'hectares sont inexploitable. Les producteurs enregistrent de fortes baisses de productivité. Sur la plaine dédiée au riz, certains producteurs préfèrent aujourd'hui s'adonner à la culture du maïs, moins exigeante en eau. « Nous avons tapé à toutes les portes : les directions provinciale et régionale d'Agriculture, les différents ministres de l'agriculture qui se sont succédé. À chaque fois on nous fait des promesses, mais rien n'est fait jusqu'à ce jour », regrette Abdoulaye Ouedraogo, président de l'Union des coopératives rizicoles de Bama.

Croire à son métier

Au plan national, la situation n'est guère plus reluisante pour les agriculteurs familiaux. Insécurité foncière, dégradation accélérée des terres, raréfaction des pluies, manque de moyens matériels, faible investissement de l'État dans le secteur productif, les agriculteurs familiaux burkinabè collectionnent les problèmes. « Il n'y a plus de terres cultivables car les terres sont dégradées. Il y a des ravins partout. Quand il pleut, les eaux ruissellent à travers ces ravins et nos champs demeurent secs. On sème et on ne récolte rien. La population augmente et les terres ne suffisent plus », explique Yobi Ouedraogo, agriculteur à Toecé, un village du centre-nord du Burkina Faso. Les problèmes sont tels que nombre d'agriculteurs familiaux croient de moins en moins en leur métier. « Je ne veux pas que mon enfant finisse agriculteur comme moi. S'il devient infirmier ou instituteur,

c'est mieux. Car il pourra m'aider en achetant de la nourriture durant la saison des pluies pendant que je cultive », confie Ratama Sawadogo, petite agricultrice à Guié également dans le centre-nord du Burkina Faso.

La cinquantaine, Ramata Sawadogo cultive du sorgho et du niébé principalement pour la consommation de sa famille. Mais ses récoltes suffisent à peine à couvrir les besoins alimentaires de sa famille. En plus, veuve, elle est obligée chaque année d'en vendre une partie pour couvrir la scolarité de ses trois enfants. Toute sa vie, Ramata Sawadogo a cultivé. Visiblement, aujourd'hui elle n'en peut plus. « C'est vrai je suis fière de l'agriculture, mais si vous me trouvez une autre occupation, je suis intéressée. L'agriculture, c'est que des angoisses. Il ne pleut plus et aujourd'hui, il y a plus de souffrance que de profit », ajoute-t-elle.

Le métier d'agriculteur a besoin d'être valorisé au Burkina Faso.

L'agriculture familiale au Burkina Faso est à la croisée des chemins. Entre la faiblesse du soutien étatique, la prédominance de la production de subsistance, le faible élan de modernisation et les effets conjugués des changements climatiques, la promotion de l'agrobusiness et l'accaparement des terres par l'élite urbaine. L'agriculture familiale doit absolument se transformer afin de répondre aux attentes de millions de ruraux et aussi d'une classe moyenne urbaine en pleine émergence.

Sécurité foncière : là où doit commencer la transformation ?

L'insécurité foncière est l'une des principales contraintes. Premier facteur de production, la question foncière est vitale pour les exploitations familiales agricoles au Burkina Faso. Avec un ré-

[Suite à la page suivante >](#)

Témoins dans cet article

Abdoulaye Ouedraogo

Président de l'Union des coopératives rizicoles de Bama.

Yobi Ouedraogo

Agriculteur à Toecé.

Ratama Sawadogo

Agricultrice à Guié.

Henri Girard

Président de Terre Verte.



© Jean-Louis Brocart/SOS Faim.

La situation n'est guère reluisante pour les agriculteurs familiaux.

> gime foncier encore très précaire, malgré l'adoption en 2009 d'une loi sur le foncier rural, le pays tangué continuellement entre la loi moderne et les modes traditionnels de contrôle et de gestion de la terre. Cela place de millions d'agriculteurs familiaux dans une insécurité foncière. La plupart ne disposant d'aucun document officiel de sécurisation ou de propriété foncière.

Une situation d'insécurité aggravée par la pression foncière liée en partie par l'appropriation de superficies importantes par une élite urbaine. Cela, dans un contexte marqué par une forte dégradation des terres. « Les gens ne s'investissent pas dans la récupération des terres parce que celles-ci ne leur appartiennent pas vraiment. On ne sait jamais trop qui en est le propriétaire : la famille, le quartier, le village ou l'État ? », avance Henri Girard, président de Terre Verte, une ONG qui travaille avec des petits exploitants familiaux au nord du Burkina pour l'aménagement et la restauration des sols dégradés. Il ajoute que : « s'il y a un rôle que l'État peut vraiment jouer pour apporter

de bonnes bases pour l'agriculture de demain, ce serait de fixer la propriété foncière, non pas pour les hommes d'affaires ou des étrangers, mais pour les gens qui vivent sur ces terres et qui en tirent leurs moyens de subsistance. Cela à travers une formule abordable pour ces paysans, car en général les actes de propriété foncière coûtent trop cher ».

L'insécurité foncière est l'une des principales contraintes.

Pour sa part, la Confédération paysanne du Faso, forte de ses 500 000 membres, revendique la sécurité foncière, gage de durabilité des systèmes de production. Mais la loi sur le foncier rural connaît un début d'application plutôt timide. Une loi qui selon certains producteurs, arrive un peu en retard. L'élite politique et économique ayant eu tout le temps et la latitude de s'accaparer de milliers d'hectares.

Au-delà de la question foncière, le métier d'agriculteur a besoin d'être valorisé au Burkina Faso. La clarification d'un statut d'agriculteur avec des règles régissant son exercice, est l'une des revendications de la Confédération paysanne du Faso. Cela pourrait faciliter l'accès des producteurs familiaux aux financements, une autre pierre d'achoppement.

Les producteurs familiaux ont également besoin d'avoir plus facilement accès aux facteurs de production à des prix compatibles avec leurs ressources limitées. « Ce qu'on peut faire pour qu'il y ait plus de productivité, c'est de nous accorder une aide pour cultiver nos champs. En plus de l'aide nous voulons de nouveau matériel de travail. Cela nous permettra de faire face à l'état de nos champs, de faire l'élevage et mettre le fumier sur les sols arides. En le faisant nous pensons que nous aurons suffisamment à manger », conclut Yobi Ouedraogo. ■

Témoignages recueillis par Inoussa Maïga

ÉVALUATION DES EXPLOITATIONS FAMILIALES AU SÉNÉGAL

Des entrepreneurs en manque d'appui

Les exploitations familiales sénégalaises démontrent régulièrement leur capacité à nourrir les populations et à s'adapter aux dynamiques des politiques mises en place par les différents gouvernements. Néanmoins, sans un appui conséquent, elles peuvent difficilement exprimer tout leur potentiel de développement, et augmenter leur part dans la création de la richesse du pays.

Témoins dans cet article

Nadjirou Sall

Secrétaire général de la Fongs,
fédération paysanne sénégalaise.

Marius Dia

Coordonnateur de la Cellule d'appui
technique au Conseil national de
concertation et de coopération des
ruraux (Sénégal)

Le suivi-évaluation des exploitations familiales (EF) dont la restitution a été faite par la Fongs, une Fédération paysanne sénégalaise, en octobre dernier, a démontré que les EF sénégalaises ont encore besoin d'appui et d'encadrement pour pouvoir atteindre un niveau d'autonomie et de développement optimal. Les données recueillies auprès de plus de 1800 EF pendant deux ans, indiquent que « 80 % d'entre elles sont en mesure d'assurer la sécurité et la souveraineté alimentaire du pays ». Néanmoins, elles ont besoin aussi, pour réaliser cet objectif, d'appui de la part des pouvoirs publics, ainsi que de l'encadrement d'organisations paysannes fortes.

**Les exploitations
familiales
peuvent atteindre
l'autosuffisance
alimentaire.**

Nadjirou Sall, le secrétaire général de la Fongs, explique que l'analyse des données recueillies au cours de deux campagnes agricoles, de 2011 et de 2012, a démontré que les EF ont beaucoup évolué, et s'adaptent aux développements de leur milieu. Elles participent à la création de la richesse nationale. Néanmoins, une minorité des ménages ruraux sont forcés de quitter l'agriculture et de chercher une autre activité beaucoup plus rentable. Une minorité qui constitue les 20 % d'exploitations non viables.

Marius Dia, le coordonnateur de la Cellule d'appui technique au Conseil natio-

nal de concertation et de coopération des ruraux explique que l'évaluation cherchait à récolter et à recouper des informations concernant les ménages ruraux. Les résultats « ont montré la capacité des exploitations familiales à se nourrir et à mener une vie décente à partir de sa production de base. Des chercheurs vont peut-être nous parler de l'habillement, des distractions, etc. Mais pour le moment, nous nous sommes limités à cette capacité des paysans à assurer les besoins de base. Nous la calculons en termes de mois, à savoir, en combien de mois la production primaire, qui vient de l'agriculture, de la foresterie, de la pêche ou de l'aquaculture, peut-elle couvrir les besoins alimentaires du ménage. Quand nous en sommes à douze mois sur douze, la famille est à peine en équilibre. Sa production lui permet certes de vivre toute l'année, mais elle peut être affectée par diverses fluctuations. Moins de douze mois, la famille est en danger et doit développer d'autres activités pour compléter son alimentation. Au-delà de douze mois, la famille est excédentaire et elle peut commencer à envisager d'investir ».

Vingt pour cent d'exploitations en danger

Nadjirou Sall indique que la population agricole qui ne parvient pas à assurer son alimentation primaire est obligée de travailler une terre qui ne lui appartient pas. Elle n'a pas accès au financement. L'autre élément limitant est la faiblesse ou l'inexistence de conseil agricole, qui confine cette population à des pratiques culturelles bien souvent dépassées. À cela s'ajoute, comme pour beaucoup d'exploitations familiales sénégalaises, la mauvaise qualité des semences ou des engrais qui sont distribués à ces paysans. C'est dans la tranche de ces 20% d'exploitations les plus en difficulté que l'on trouve les personnes qui ont besoin d'assistance alimentaire en cas de mauvaise récolte. Le reste du temps, ces personnes ont recours à des activités extra-agricoles.

Ces personnes vivent grâce à l'appoint apporté par le travail d'un(e) parent(e) qui est allé en ville vendre sa force de

[Suite à la page suivante >](#)



© François Cujat / SOS Fam.

Les ménages ruraux ont démontré qu'ils ont des capacités.

> travail comme ménagère ou manœuvre. «D'autres font du transport avec une charrette tirée par un âne ou par un cheval. D'autres encore se font forgerons ou marchands saisonniers. J'en ai vu un dans un village, dont l'essentiel des revenus était tiré de son activité de guérisseur ! », témoigne Marius Dia.

Les exploitations familiales participent à la création de la richesse nationale.

Pour les 80 % restants, tout n'est pas rose. Le technicien de l'agriculture et le leader paysan indiquent, qu'à l'heure actuelle, l'évaluation a démontré que « à peine 20 % des exploitations ont une production excédentaire, qui leur permet même de dégager des marges d'investissement. Mais le plus souvent, c'est parce qu'elles font une association agriculture-élevage. Elles utilisent des bœufs comme animaux de traits et font de l'embouche bovine, ce qui leur permet de tirer des revenus de l'élevage également ». Cette portion d'exploitants est celle qui permet de garantir que l'agriculture familiale est viable et porteuse d'un grand potentiel de croissance. Mais pour que ce potentiel se manifeste, il faut que les 60 % restants parviennent à réaliser des performances similaires, sinon supérieures.

Nadjirou Sall : « Les 60 % des exploitations familiales qui ont des difficultés à déga-

ger des marges excédentaires parviennent à se nourrir durant toute l'année, grâce à leur production. Mais souvent, il leur suffit d'une longue pause dans la pluviométrie, ou d'une abondance de pluies, pour que leurs provisions soient faussées, au risque de les replonger dans l'insécurité alimentaire. »

Équipement en manque

Ces exploitations souffrent souvent d'un manque d'équipements agricoles. Le CNCR et la Fongs déplorent le fait que, par une politique de désengagement dictée par les institutions de Bretton Woods, l'État ait abandonné la politique d'équipement du monde rural depuis 1984. Marius Dia s'indigne : « On est triste, quand on parcourt la campagne sénégalaise pendant l'hivernage, de remarquer à quel point les paysans se sont appauvris. Maintenant, les cultivateurs en sont revenus à l'âne comme animal attelé. Alors que dans les années 1980, quasiment tout le monde avait une paire de bœufs, qui permettait de faire de l'association agriculture-élevage. Les paysans pouvaient cultiver leur terre, et en plus, faire de l'embouche bovine, qui leur procurait des revenus supplémentaires. Aujourd'hui, tout cela est fini. » Le technicien ne comprend pas qu'alors que les paysans ont plus besoin, à ses yeux, « de semoirs, de houssines, ou de décortiqueuses, l'État lance à coup de milliards de francs CFA, un programme d'importation de tracteurs du Brésil. Aucun petit agriculteur sénégalais n'a besoin de ce matériel. Et quant à acheter, pourquoi chercher en Chine, en Inde ou au Brésil, du matériel peu adapté aux conditions de l'agriculture sénégalaise ? »

De plus, les EF pâtissent de la non-diversification de leurs productions. Elles privilégient certaines spéculations pour se nourrir et ne s'assurent pas des revenus qu'elles pourraient se procurer avec des produits plus commerciaux. Cela influence négativement leur niveau d'ouverture au marché. Ces exploitations n'ont parfois pas beaucoup de produits à proposer à la vente, et par contrecoup, ont des difficultés à accéder à certains produits de première nécessité dont elles ont besoin.

Les 1811 EF suivies par la Fongs représentent environ 8000 ménages agricoles, explique Nadjirou Sall. Son organisation suit et encadre un nombre de paysans sénégalais plus important que ne le font les structures de l'État, qui n'ont des données que pour 6400 ménages. « Chaque exploitation comprend environ quatre ménages, à savoir un patriarche avec ses enfants, dont la moyenne est de trois garçons. Au fur et à mesure que ces derniers grandissent, ils se partagent un lopin de terre qu'ils cultivent moitié pour leur propre compte, moitié pour celui de la famille. Mais tant que le patriarche est vivant, l'exploitation n'est pas morcelée. »

Nadjirou Sall et ses collègues déclarent que cette forme d'exploitation agricole, bien que très courante, n'est pas suffisamment étudiée au Sénégal. « On parle plus d'agro-industrie, et cette forme d'exploitation a été grandement documentée. Mais la plupart de nos dirigeants ne savent pas très bien ce que recouvre la réalité de l'exploitation familiale. »

L'étude et le travail des organisations paysannes visaient donc à démontrer que les exploitations familiales peuvent atteindre l'autosuffisance alimentaire. « Il s'agissait également, pour nous, face aux politiques étatiques, d'avoir un argumentaire pour défendre l'agriculture familiale », explique Nadjirou Sall. Il se félicite que l'étude ait permis de dégager des arguments pour démontrer que non seulement les exploitations familiales peuvent assurer la souveraineté alimentaire du pays, mais en plus sont celles qui préservent le mieux l'environnement, et permettent une bonne synergie avec la recherche et le conseil agricole et rural. ■

Article rédigé par Mohamed Gueye

BOLIVIE

Entre la théorie et la pratique

En Bolivie, l'actuel gouvernement déclare mener une politique favorable à l'agriculture familiale. Les nouvelles lois dites de la Madre Tierra (Terre-Mère) et de la Révolution productive sont conçues pour tenir compte des revendications des organisations paysannes boliviennes. Les observateurs avertis sont plus nuancés et décèlent des différences entre la théorie et la pratique.

(associations de producteurs, coopératives, etc.). Les Oecas ont accompli un long chemin pour acquérir des capacités productives et économiques. Les Oecom, encore embryonnaires, sont le reflet du discours idéologique du pouvoir, pas nécessairement mauvais, certes... Le problème réside dans le fait que ces Oecom voudraient arriver au même résultat que les Oecas, tout de suite, par le biais de soutiens politiques ».

L'agriculture familiale concerne la majorité de la population rurale bolivienne, alors qu'une minorité est employée dans l'économie paysanne entrepreneuriale. L'on estime qu'en Bolivie, il existe approximativement 743 000 exploitations agricoles, dont 730 000 petites unités de production paysanne. Environ 600 000 d'entre elles sont situées dans les zones de moyenne altitude, 130 000 dans les zones de basse altitude de l'Amazonie. Seules 13 000 grandes exploitations appartiennent à de grands entrepreneurs agricoles.

Dans la même édition de *Défis Sud*, Fernando Molina, journaliste et essayiste bolivien, expliquait « qu'au lieu de miser sur ces organisations communautaires, le gouvernement devrait comprendre que les organisations économiques de producteurs sont porteuses d'un discours économique et environnementaliste conforme à ses idéaux de la "Madre Tierra". Ces Oecas sont susceptibles d'intégrer l'agriculture agroécologique, de respecter la nature. Mais le MAS (NDLR. le parti politique au pouvoir en Bolivie) n'a jamais eu beaucoup de relations avec les Oecas.

Dans cet article :

Carmen Sotomayor Landa

Directrice de l'Association d'organisations de producteurs écologiques de Bolivie (Aopeb).

Fernando Molina

Journaliste et essayiste bolivien.

Enrique Ormachea

Chercheur au Centro de Estudios para el Desarrollo Laboral (Cedla).

Mario Tapia Loza

Coordinateur auprès de l'ONG bolivienne Prorural.

Une partie significative des petits producteurs sont membres d'organisations économiques paysannes officiellement dénommées les Oecas (800 Oecas, environ). Par ailleurs, une partie des ces organisations paysannes sont également reconnues par la nouvelle loi de la Révolution productive communautaire et vivrière au titre d'organisations économiques communautaires (Oecom), selon des critères se référant surtout à l'identité culturelle de leurs membres. En janvier 2013, Carmen Sotomayor Landa, directrice de l'Association d'organisations de producteurs écologiques de Bolivie, expliquait dans une interview accordée à *Défis Sud*¹ que « les lois de la Madre Tierra (Terre-Mère) et de la Révolution productive annoncent vouloir tenir compte de la société civile. Mais elles restent problématiques dans la mesure où elles favorisent ce que les autorités boliviennes appellent les Oecom, les organisations économiques communautaires, au détriment des Oecas, les organisations économiques paysannes

Les paysans sont également des migrants.

Celles-ci se sont formées dans les années 90 dans un contexte de croissance du microcrédit et de financement des ONG. Le problème du MAS, c'est qu'il doit se rendre compte que ce genre de coopératives économiques est une alternative à son modèle plutôt syndicaliste. Il ne faut pas oublier que le MAS n'est pas un parti politique classique mais une fédération de syndicats qui se méfient un peu de leurs frères, issus des mêmes communautés, mais qui s'associent plutôt pour produire des biens économiques, alors qu'eux s'associent pour faire de la politique. »

Peut encore mieux faire

En 2009, Enrique Ormachea, chercheur au Centro de Estudios para el Desarrollo Laboral (Cedla) avait publié une étude sur

1 : *Défis Sud* n° 110, janvier 2013, Dossier : « Conflits et défis de la Bolivie nouvelle ».

[Suite à la page suivante >](#)

> la souveraineté alimentaire en Bolivie.² Celle-ci attribuait à l'agriculture familiale bolivienne des vertus de lutte contre le réchauffement climatique, un potentiel de création d'emplois et de revenus en zone rurale, ainsi que des capacités de protection de l'environnement et de la biodiversité. Mais l'étude précisait qu'au lieu de discourir, l'État doit prendre des mesures urgentes pour améliorer les capacités de production de l'agriculture familiale.

Les régimes politiques précédents en Bolivie n'ont pas appuyé l'agriculture familiale et l'on peut donc raisonnablement affirmer que le gouvernement actuel lui accorde une place qu'elle n'a jamais eue auparavant. Par l'entremise de plusieurs programmes officiels, projets et textes de lois, les politiques nationales donnent théoriquement la priorité au développement des économies paysannes et communautaire, à la diversification des cultures et à la rupture de la dépendance aux monocultures.

Pour, Mario Tapia Loza, coordinateur auprès de l'ONG bolivienne Prorural, « beaucoup de changements positifs ont eu lieu, mais la structure économique du pays n'a pas changé, elle repose encore trop sur les revenus des hydrocarbures. Pour l'instant, on ne sait pas comment les lois de la Révolution productive de la Madre Tierra seront mises en application. Il existe une contradiction entre le modèle du "Vivir Bien" promu par le gouvernement et les aspirations économiques des nouvelles générations, très influencées par les médias. Ensuite, il y a cette ambiguïté à propos des Oecas, alors que la réalité se fonde plutôt sur les Oecas, dont les résultats sont le fruit d'années de travail. L'idée de financer directement une communauté de type Oecom ne me semble pas bonne, parce que cela risquerait vite de devenir un financement à l'ancienne, de l'argent sans odeur. Mais c'est déjà un point positif que les Oecas soient officiellement reconnues. Environ 40 % des Oecas fonctionnent bien. L'industrie de la transformation de la coca en cocaïne, parce qu'elle est synonyme d'argent facile, tue encore trop souvent des initiatives naissantes d'Oecas. Chez Prorural, nous sommes pour le commerce qualitatif et le développement productif. Il faut augmenter ce taux de réussite des Oecas, qui est encore largement insuffisant ».

2 : « Soberanía alimentaria en Bolivia, entre el discurso y la realidad », Cedla, 2009.



© Gaël Turme/SOS Fam.

L'agriculture familiale concerne la majorité de la population en Bolivie.

Mythes et réalités

Cependant, des recherches du Cedla indiquent clairement que le pays est de plus en plus dépendant de l'importation de denrées alimentaires. Les analyses des dépenses des ménages boliviens montrent une tendance à la diminution de la consommation des produits d'origine locale et une préférence pour les produits importés.

Les paysans peuvent intégrer l'agriculture agroécologique.

Les statistiques publiques révèlent que la production vivrière locale est en perte de vitesse. Ce sont surtout les zones d'altitude, c'est-à-dire les agricultures paysannes andines (de l'altiplano et des vallées) qui connaissent cette baisse d'activité. Les entreprises agricoles semi-industrielles, majoritaires dans les zones de basse altitude à l'est de la Bolivie, sont les plus productives. Dans les années 70 on estimait que l'agriculture familiale représentait 75 % de la production vivrière du pays. Les chiffres de 2009 démontrent qu'elle n'en représente plus que 20 %.

Depuis 2005, la tendance à l'importation de produits agricoles et agroindustriels s'aggrave. Les paysans abandonnent peu à peu la culture des produits typiques de l'agriculture paysanne comme la pomme de terre, pour se consacrer aux cultures d'exportations telle que la quinoa. Mais c'est insuffisant pour inverser la tendance

négative de la balance commerciale alimentaire. Selon le Cedla, les prévisions des dépenses alimentaires des ménages boliviens indiquent que la demande en produits locaux continuera à décroître.

Fernando Molina précise que « les paysans sont également des migrants en zones périurbaines qui ont formé des noyaux très dynamiques. Les migrants temporels viennent en ville, y travaillent quelques mois, et retournent à la campagne. Leur connexion avec le marché est beaucoup plus forte que celle que s'imaginent les indigénistes. Il est exact qu'il y a quelques aspects culturels qui sont communautaires, qui se maintiennent par nostalgie, d'un point de vue surtout culturel. Une enquête sur les habitudes alimentaires des campesinos de Bolivie a montré qu'ils consomment des sardines, du riz, des pâtes et des œufs qu'ils ne produisent pas. L'idée de la communauté autosuffisante ne se vérifie pas dans la réalité. L'on rêve d'un socialisme communautaire qui ne se fonderait pas sur l'industrialisation mais sur une solidarité paysanne sublimée ».

Last but not least, la tendance à la parcellisation extrême de la propriété contribue à aggraver la baisse de la production. On en arrive presque à constater que les paysans ne vont plus sur les marchés locaux pour y vendre leurs productions alimentaires, mais au contraire pour s'y approvisionner et nourrir leurs familles. ■

Article rédigé par
Rodrigo Delgado Quirroga et Pierre Coopman